



Royaume des Pays-Bas

MASOLO

Nr 48 / Février 2017



BULLETIN D'INFORMATIONS ÉCONOMIQUES DE L'AMBASSADE DU ROYAUME DES PAYS-BAS À KINSHASA



Brazzaville et Kinshasa bientôt reliés par un pont

La Banque Africaine de Développement (BAD) va débloquent 250 millions d'euros, pour financer la construction du pont route-rail entre Kinshasa et Brazzaville, les deux capitales les plus proches du monde, séparées par le fleuve Congo. C'est plus de la moitié des 400 millions d'euros estimés pour cet ouvrage, les deux Congo sont en train de réunir 110 millions d'euros. Pour boucler le financement, il reste à trouver 40 millions d'euros chez d'autres bailleurs.

A la CEEAC, on estime que les travaux de construction de ce pont pourraient commencer fin 2017 ou début 2018. Il faudra peut-être attendre deux ans, selon Hyacinthe Dzogolo, le directeur du département du chemin de fer Matadi-Kinshasa : « L'étude a atteint le niveau d'avant-projet détaillé. On a fixé le tracé, on a calé les points d'où partiront les ouvrages sur les deux rives. Il reste à confectionner les cahiers de l'appel d'offre international et à trouver les financements. » (Source : Les Echos du Congo Brazzaville. Photo: momentumtravel-blog.wordpress.com)

Actualités néerlandaises

PAGE 2

- Le taux de chômage le plus bas en 10 ans et les dépenses les plus élevées en 6 ans
- Trois entreprises néerlandaises dans le top 15 mondial des entreprises les plus durables
- L'exportation des produits agricoles néerlandais a atteint un nouveau record
- Les résultats des projets de développement de 2015 sont disponibles
- Les centrales à charbon sont l'affaire du prochain cabinet

Actualités en RDC

PAGE 3

- La taxe aéroportuaire pour voyageur revue à la hausse
- La RDC veut participer au projet ougandais de construction d'un pipeline
- Vente des produits de consommation courante : des commerçants flouent l'Etat
- "Cuca" menace l'industrie brassicole congolaise
- La mine géante de cuivre de Tenke passera bien sous pavillon chinois
- La RDC peine à freiner la perte de valeur du franc congolais
- Les autorités entendent contrôler l'or issu des exploitations artisanales

Congo-Brazzaville

PAGE 4

- La Chine finance une zone économique spéciale
- La République du Congo pourrait solliciter une aide du FMI en 2017
- Le plus grand puits de carbone tropical du monde localisé au Congo
- Platinum Power associé au développement de barrages hydroélectriques
- La République du Congo reçoit \$250 millions d'Afreximbank

PAGE 5

Post Scriptum

- Perception de la corruption: Le nouveau classement 2016
- Liens utiles
- Informations Pratiques & Contact

Le taux de chômage le plus bas en 10 ans et les dépenses les plus élevées en 6 ans



Le taux de chômage aux Pays-Bas a baissé jusqu'à 5,4% dans le dernier trimestre de l'année 2016, le niveau le plus bas en 10 ans, selon l'agence nationale des statistiques CBS. Dans ce même trimestre, le nombre des chômeurs a baissé de 482.000, car plus de 39.000 personnes ont trouvé un emploi. Les dépenses des consommateurs ont augmenté de 2,8% en novembre dernier, le niveau le plus élevé en 6 ans. La raison principale de cette augmentation, est liée à une baisse moyenne des températures, de 4,5 degrés, comparé à la même période de l'année précédente. Ceci veut dire que les ménages ont dû allumer leur chauffage plus tôt.

Les dépenses en biens durables comme les vêtements, les meubles et les appareils ménagers ont augmenté de 4,5% à cette même période. L'indice de confiance des consommateurs a connu une hausse d'un point, +13 en janvier, le niveau le plus élevé en 9,5 ans, selon le CBS. Cette légère hausse est due aux opinions plus positives sur l'économie en général et à la diminution de la volonté d'achat des consommateurs. (Source : Dutchnews.nl. Photo: ocregister.com)

Les centrales à charbon sont l'affaire du prochain cabinet



Le cabinet a laissé, au prochain gouvernement, de décider sur l'avenir des centrales néerlandaises à charbon. Les centrales sont depuis longtemps un point de discordance entre les partis gouvernementaux PvdA et VVD. L'année passée, le tribunal de La Haye avait statué dans une affaire initiée par l'organisation environnementale Urgenda, que les Pays-Bas faisaient trop peu pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Il a été décidé qu'en 2020 ces émissions devront être réduites de 25% par rapport à la situation en 1990. Le ministre du VVD, Kamp, croit fortement que ces objectifs pourront être atteints sans avoir à fermer d'autres centrales à charbon. Par contre le PvdA veut que ces centrales soient fermées le plus tôt possible. A la fin de 2017 une étude approfondie sur l'énergie évaluera si les Pays-Bas progressent bien vers les objectifs à atteindre. Le Ministre Kamp est confiant du résultat : 'Je ne crois pas que la question est de savoir si on va atteindre les 25%, mais plutôt combien cela coûtera pour y arriver.' (Source : De Telegraaf. Photo: nu.nl)

Trois entreprises néerlandaises dans le top 15 mondial des entreprises les plus durables



Trois entreprises néerlandaises sont représentées dans une nouvelle liste du top 15 mondial des entreprises les plus durables. Sur la liste compilée par le magazine d'affaires et de société Corporate Knights pour un 'Capitalisme propre', on retrouve le groupe de services financiers ING placé au cinquième rang, derrière Siemens, Storebrands, Cisco et le Danske Bank. Le géant de l'électronique Philips se classe au septième rang et le groupe chimique DSM est neuvième.

Chaque année le magazine Corporate Knights publie une liste du top 100 des entreprises les plus durables pour la faire coïncider avec la conférence du Forum économique mondial à Davos. Le classement évalue des questions environnementales et l'écart salarial entre les cadres et les employés de catégorie moyenne. Au total, cinq entreprises néerlandaises se sont classées. Le groupe éditorial Wolters Kluwer est classé au 77ième rang et le producteur des puces informatiques ASML se positionne à la 95ième place. (Source : Dutchnews.nl. Photo: imparte.ro)

L'exportation des produits agricoles néerlandais a atteint un nouveau record

Les revenus de l'exportation des produits agricoles néerlandais ont atteint un record de 85 milliards d'euros l'an dernier, devenant le deuxième plus grand exportateur de produits agricoles au monde, selon le ministère des affaires économiques. L'exportation des technologies et des équipements a atteint 9 milliards d'euros. Les Pays-Bas ont surmonté l'effet du boycott russe en accédant à de nouveaux marchés.

Le secrétaire d'état des affaires économiques, Martijn van Dam, a dit : 'Les exportations ne croissent pas seulement, elles croissent fortement. L'économie en général performe mieux, mais une hausse de 4,4% est vraiment considérable. Les Pays-Bas ne profitent pas seulement des améliorations économiques internationales, mais montrent également qu'ils savent créer des opportunités.' Les poires sont exportées au Vietnam, les oignons en Indonésie et les poivrons en Chine ; des bons remplacements au marché russe. L'Allemagne est le consommateur le plus important des produits néerlandais, représentant un quart des exportations. Plusieurs produits agricoles sont vendus principalement au sein de l'Europe comme les tomates, les poivrons, les concombres, la viande et les produits laitiers. Les fleurs et les plantes, suivis par la viande et les produits laitiers, sont exportés principalement dans le reste du monde. (Source : Dutchnews.nl)

Les résultats des projets de développement de 2015 sont disponibles



L'Initiative internationale pour la transparence de l'aide (IATI) a publié, sur son site-web, les résultats obtenus en 2015 des projets de développement de l'Agence néerlandaise pour l'entreprise (RVO). IATI est une initiative de plusieurs organisations qui veulent être transparentes par rapport à leurs dépenses pour la coopération au développement. Depuis 2015, RVO fait un rapport sur ses projets de développement, selon les lignes directrices de l'IATI, sur les projets d'Assistance au Développement (ODA). L'objectif du site-web est de fournir des informations sur les projets d'une façon transparente, accessible et conviviale pour les utilisateurs. On peut y trouver des informations sur les pays, les secteurs, les cadres de direction et les dépenses.

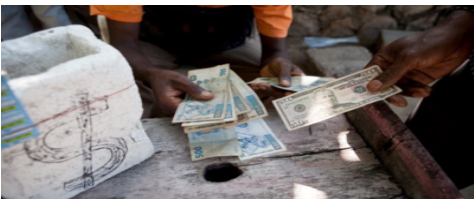
Les mois derniers, RVO a publié les résultats des programmes CBI, ORIO, DGGF, PSI, FDOV, FDW et 2g@there-OS selon les trois indicateurs suivants : le nombre d'emplois soutenus et d'organisations qui ont été accompagnées et le montant de co-financement généré en euros. Vous pouvez consulter tous les résultats sur le site-web, aiddata.rvo.nl. (Source : rvo.nl)

La mine géante de cuivre de Tenke passera bien sous pavillon chinois

Il aura fallu huit mois pour que la revente, à un groupe chinois, de la participation de l'américain Freeport-McMoRan Inc. dans la mine géante de cuivre de Tenke-Fungurume, dans la province du Katanga, au sud de la RDC, reçoive l'accord de Kinshasa. Le chemin aura été long. Le 9 mai 2016, l'annonce par l'américain Freeport-McMoRan de la revente, via une holding immatriculée aux Bermudes (FT Holdings), de son mégaprojet Tenke Fungurume Mining (TFM) à China Molybdenum pour 2,65 milliards de dollars avait pris tout le monde de court.

Il n'y a plus d'objections côté congolais au changement de propriétaire a fait savoir Martin Kabwelulu Labilo, le ministre congolais des Mines. Il a indiqué à Bloomberg avoir donné son accord à toutes les parties. Un agrément qui apparaît formel puisque dès le 16 novembre 2016, Freeport-McMoRan annonçait le bouclage de la revente. (Source: Jeune Afrique)

La RDC peine à freiner la perte de valeur du franc congolais



Cela fait maintenant un an que la monnaie nationale dévalue face au dollar. Depuis 2016, le franc congolais a perdu près de 30% par rapport au billet vert. Dernièrement, la Banque centrale du Congo (BCC) a décidé de doubler son taux directeur, passant de 7 à 14%, afin de juguler l'inflation liée à la perte de valeur de la monnaie nationale.

Ces mesures apparaissent inefficaces. Comme la RDC importe presque tous les biens de première nécessité qu'elle consomme, les conséquences se font vite sentir sur le panier des Congolais. La RDC souffre de la chute des cours des matières premières (notamment du cuivre et du pétrole) dont l'exportation représente 95% des revenus du pays. Conséquences: les dollars ne rentrent pas alors qu'ils continuent de sortir pour financer les importations. Pour diminuer l'hémorragie, la BCC a demandé aux banques commerciales de faire un effort. (Source: RFI. Photo: marketplace.org)

Vente des produits de consommation courante : des commerçants flouent l'Etat

Alors qu'ils avaient bénéficié des exonérations de la part du gouvernement, à hauteur de 18 %, les commerçants ont refusé de baisser les prix des produits de consommation courante, comme convenu. A la place, certains ont préféré majorer les prix. Au Syndicat national des vendeurs du Congo (SNVC), on a dénoncé le manque de franchise de la part des hommes d'affaires membres de la Fédération des entreprises du Congo (Fec).

Le ministère de l'Economie, Bahati Lukwebo, avait annoncé la baisse de prix des biens de première nécessité sur toute l'étendue de la RDC, dans le cadre de la préparation des festivités de fin d'année. Selon Lukwebo, ces décisions ont été prises, en vue d'assurer un approvisionnement régulier en produits de première nécessité. Les produits concernés sont le riz, le poulet, le chinchard ainsi que la viande importée. (Source: Mediacongo)

La taxe aéroportuaire pour voyageur revue à la hausse



La taxe de fonds de développement pour les infrastructures aéroportuaires (IDEF), appelée également « Go pass », a été revue à la hausse, début janvier 2017. Pour les vols domestiques, cette taxe est passée de 10USD à 41 USD. Pour les vols internationaux, le « Go pass » coûte désormais 58 USD, au lieu de 45 USD. Selon certaines sources, l'augmentation de cette taxe est consécutive aux améliorations effectuées au sein des infrastructures aéroportuaires de la RDC.

La taxe permettrait de couvrir les charges de maintenance. Les pistes des aéroports de N'Djili à Kinshasa, de Goma et de Lubumbashi ont déjà été réhabilitées ainsi que les bus de tarmac et les équipements de la tour de contrôle. Mais ce nouveau tarif devra d'abord faire l'objet d'harmonisation avec les compagnies aériennes locales avant sa mise en application, ont précisé les mêmes sources. (Source: Radio Okapi. Photo: rva.cd)

La RDC veut participer au projet ougandais de construction d'un pipeline

Selon la ministre ougandaise du pétrole, Irene Muloni, la République Démocratique du Congo a exprimé son intérêt pour le projet ougandais de construction d'un pipeline. « La RDC a ouvertement manifesté son intérêt pour le projet », a expliqué la ministre. Pour rappel, l'infrastructure permettra de transporter sur le marché international, via le port tanzanien de Tanga, le brut extrait du lac Albert. Selon Mme Muloni, «c'est une voie potentielle pour eux pour accéder au marché international ».

En effet, le pays d'Afrique centrale possède des réserves de pétrole dans le parc national des Virunga et dans le lac Albert qu'il partage avec l'Ouganda. D'après une source proche du dossier, des négociations devraient démarrer très bientôt. La ministre ougandaise a, par ailleurs, signifié que si un accord était trouvé entre les deux parties, la RDC paierait jusqu'à 12 dollars par baril de pétrole transporté. (Source: Agence Ecofin)

Les autorités entendent contrôler l'or issu des exploitations artisanales

Les autorités de la République démocratique du Congo (RDC) ont lancé une «initiative de traçabilité» du minerai d'or extrait des exploitations artisanales à travers le pays. Pour elles, cette initiative baptisée 'ITOA' va permettre de répondre aux exigences et normes définies par la Conférence internationale de la région des Grands Lacs (CIRGL) pour lutter contre la fraude minière, a indiqué Pascal Nyembo, directeur général adjoint du Centre d'évaluation et d'expertise des minerais en RDC.

A l'en croire, les dispositifs de l'ITOA sont inviolables et intelligents, permettant d'identifier le creuseur, le site d'exploitation, mais aussi la chaîne d'approvisionnement des minerais produits artisanalement à travers le pays. «Avec cette initiative, les sites d'exploitation artisanale des minerais seront rapidement certifiés par les inspecteurs du ministère des Mines, ce qui permettra de lever le doute des potentiels acheteurs sur la provenance de l'or produit en RDC», a indiqué M. Nyembo. (Source: Xinhua)

«Cuca» menace l'industrie brassicole congolaise



Depuis plusieurs mois, le marché congolais fait face à une importation très remarquée de la boisson alcoolisée. Une situation qui, si elle est mal gérée, risque d'enterrer l'industrie brassicole en République démocratique du Congo (RDC). A ce sujet, des experts indiquent que des pertes sont de divers ordres: économiques, sanitaires, environnementales et autres.

« L'importation de la bière n'est pas mauvaise en soi. Mais, elle doit se faire dans les limites fixées par la loi. Si non, c'est le système économique qui est touché et les conséquences peuvent en être très fâcheuses. En consommant la boisson importée au mépris de ce qui est fabriqué au niveau local, on pousse les entreprises locales à faire faillite. Ce sont des centaines d'emplois qui s'envolent », a expliqué un expert du ministère de l'Economie. (Source: Mediacongo. Photo: hiveminer.com)

Platinum Power associé au développement de barrages hydroélectriques



L'énergéticien marocain, Platinum Power, a signé avec le gouvernement congolais un contrat relatif à la construction de plusieurs centrales hydroélectriques, d'une capacité globale de 500 MW, dans la vallée de Louessé. L'entreprise sera chargée du développement des centrales, ainsi que du financement des études de faisabilité des projets d'infrastructures associées. Pour ce faire, Platinum s'est associé à Congo Capital Entreprises avec qui elle a formé une société dans le cadre du projet.

La nouvelle structure sera possédée à 70% par le Marocain et à 30% par le Congolais. Elle bénéficiera de l'assistance de Sarine Engineering, un bureau d'ingénierie suisse. « Nos différents échanges avec les responsables du secteur de l'énergie et de l'électricité nous ont permis de constater le potentiel hydroélectrique important du Congo », a affirmé Omar Belmamoun, directeur de Platinum Power. La firme marocaine travaille actuellement sur un portefeuille de 1 000 MW de projets hydroélectriques, solaires et éoliens. (Source : Les Echos du Congo-Brazzaville. Photo: africanreview.com)

Le Congo reçoit \$250 millions d'Afreximbank



La Banque Africaine d'Import-Export (Afreximbank) et le Gouvernement de la République du Congo, ont signé une convention de prêt portant sur l'octroi d'un préfinancement de flux de trésorerie futurs à hauteur de \$250 millions.

Dr. Benedict Oramah, Président d'Afreximbank, signataire pour le compte de la Banque, a indiqué que la facilité de crédit était accordée dans le cadre d'un prêt syndiqué d'un milliard de dollars US, le gouvernement ayant mandaté Afreximbank à lever ces fonds en vue de combler ses besoins en termes d'investissements financiers, pour assurer l'augmentation de la production pétrolière et également pour financer d'autres investissements liés au commerce dans le secteur du gaz et du pétrole. Dr. Oramah a déclaré que la Banque était intervenue en mettant en place des programmes novateurs pour permettre à ses pays membres de mitiger les effets négatifs de ces chocs économiques. (Source : Financial Afrik. Photo: Afreximbank.com)

La Chine finance une zone économique spéciale



Le Congo fait partie des pays « pilotes » africains devant bénéficier d'un financement de 60 milliards de dollars annoncé par la Chine, en vue de soutenir des projets d'industrialisation. C'est dans ce cadre que va se construire la Zone économique spéciale (ZES) de Pointe-Noire, dont les travaux vont démarrer très prochainement. Projet de développement et de diversification de l'économie, la ZES de Pointe-Noire, dont les études de faisabilité ont été réalisées par Singapour, est aussi une véritable niche d'emplois.

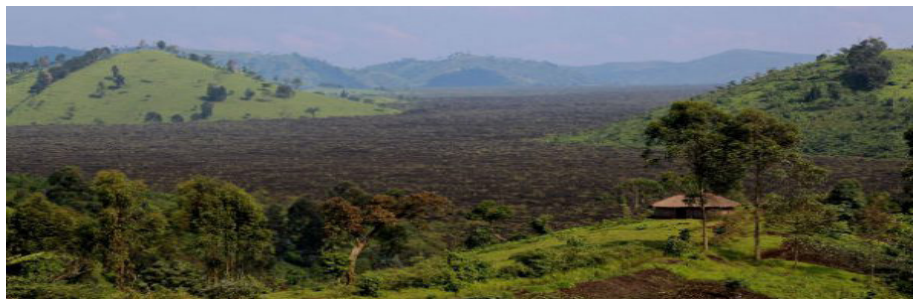
« En cinquante ans d'indépendance notre peuple n'avait pas vu autant d'investissements influencer que ces dernières années avec la coopération chinoise. La zone économique de Pointe-Noire, c'est aujourd'hui le projet le plus emblématique qui soit entre notre pays et la République populaire de Chine. » a déclaré Jean-Claude Gakosso, chef de la diplomatie congolaise. Cette enveloppe devra financer des programmes de coopération, notamment dans l'industrie. (Source : RFI. Photo: news.xinhuanet.com)

La République du Congo pourrait solliciter une aide du FMI en 2017

Le Congo pourrait solliciter un appui du Fonds Monétaire International en 2017, a fait savoir Lucie Villa, une des vices présidente et analyste des situations pays au sein de l'Agence de Notation américaine, Moody's. Le Congo « fait face à des pressions de liquidité, et n'est pas encore sous un programme avec le FMI », a fait savoir Mme Villa.

L'analyste explique que le Congo fait face à de sérieux défis. Or le gouvernement doit financer des plans d'urgence, les dettes déjà existantes et un déficit public croissant, ajouté à la gestion financière des crises sociales latentes liées aux élections difficiles que le pays a connu en 2016. Ses réserves de recettes fiscales qui étaient de 34% du PIB en 2014, n'en représentaient plus que 23% à la fin 2015. Moody's a indiqué que cela devrait encore descendre entre 2016 et 2017. (Source : Agence Ecofin)

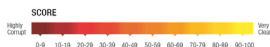
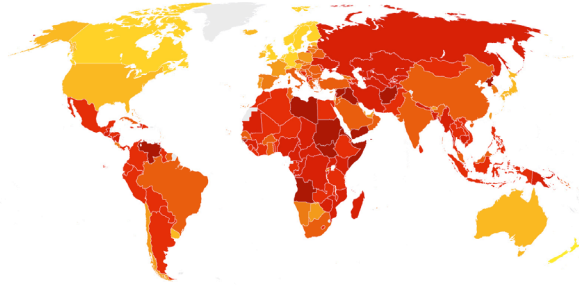
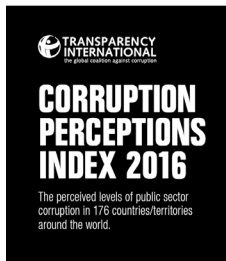
Le plus grand puits de carbone tropical du monde localisé au Congo



Des scientifiques anglais viennent de découvrir un des puits de carbone le plus riche de la planète : 145.000 kilomètres carrés de tourbière – un domaine plus grand que l'Angleterre – dans les forêts du bassin Congo en Afrique central. Le réservoir des matières végétales comprimées contient au moins 30 milliards tonnes de carbone. Ce puits de carbone sauvage et intact est l'équivalent d'environ deux décennies de combustion de carburants fossiles aux Etats-Unis.

La découverte est significative pour trois raisons. En premier lieu, elle ajoute une nouvelle composante à un des problèmes les plus complexes de la science climatique : l'arithmétique du cycle du carbone. En second lieu, dans un monde exploré par plus de 7 milliards de personnes, il reste encore une marge pour des découvertes importantes. Finalement, si ce stock de carbone est ouvert au développement, cela émettrait une quantité énorme de CO2 avec des implications désastreuses pour le climat global. (Source: The Ecologist. Photo: Jeune Afrique)

Perception de la corruption: Le nouveau classement 2016



#cpi2016
www.transparency.org/cpi

This work from Transparency International, 2017 is licensed under CC BY-NC 4.0

Transparency International vient de publier l'édition 2016 de son célèbre rapport sur la corruption dans le monde. Le document qui a établi le classement de 176 pays met en exergue, cette année, la relation entre la corruption et les inégalités qui se nourrissent mutuellement pour créer un cercle vicieux entre la corruption, l'inégale répartition du pouvoir dans la société, et la répartition inégale de la richesse.

« Dans beaucoup de pays, les populations ne parviennent pas à satisfaire leurs besoins les plus élémentaires et vont se coucher affamées chaque nuit à cause de la corruption, pendant que les puissants et les corrompus mènent un train de vie somptueux », constate José Ugaz, président de Transparency International. Le Danemark conserve la première place tandis que la Corée du Nord et la Somalie obtiennent les plus mauvais résultats avec seulement 8 points chacun. Le Royaume des Pays-Bas se classe à la 8ème place avec un score de 83/100 tandis que la RDC est 156ème (21/100) et le Congo-Brazzaville est 159ème (20/100).

Liens utiles

Indice de perception de la corruption 2016

http://www.transparency.org/news/pressrelease/indice_de_perception_de_la_corruption_2016_le_cercle_vicieux_de_la_corruption

Liste des projets d'aide au développement et programmes exécutés par l'agence néerlandaise RVO.nl

<https://aiddata.rvo.nl/countries/CD/?tab=summary>

Les résultats de l'indice mondial des 100 sociétés les plus durables

<http://www.corporateknights.com/reports/2017-global-100/2017-global-100-results-14846083/> (en anglais)

Projet du pont route rail Brazzaville-Kinshasa

https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Project-and-Operations/Multinational_-_Etude_du_pont_route_-_rail_entre_Kinshasa_et_Brazzaville_et_du_prolongement_du_chemin_de_fer_entre_Kinshasa_et_Ilebo_-_Rapports_d%E2%80%99C3%A9valuation.PDF
(document en anglais)

Ambassade des Pays-Bas à Kinshasa

Coordonnées

11, avenue Nzongotolo
Immeuble Residence 55, Kin-Gombe

Téléphone : +243 99 6050 600
Urgence : +243 99 818 62 24
Fax : +243 99 6050 629
E-mail : kss@minbuza.nl

Adresse Postale aux Pays-Bas

Lokatie 309 / ZMA Kinshasa
Postbus 12200 - 2500 DD Den Haag

Horaires d'ouverture

Lundi – Jeudi / 08:00 – 16:30
Vendredi / 08:00 – 13:30

Section consulaire

Lundi et Mercredi / 09:00 -12:00
Les autres jours uniquement sur RDV.

Consulat de Brazzaville

Adresse

30, Blvd Denis Sassou N'Guessou
B.P 277 M'Pila - Brazzaville

Horaires d'ouverture

Lundi – Vendredi / 09:00-16:00 (Consulat)
Mardi & Jeudi / 09:00-12:00 (affaires consulaires)

Consule Honoraire

Madame Hilly-Anne Fumey
Tel : +242 06 924 14 07
E-mail: hamvanbaggum@yahoo.fr

Vous avez des commentaires, suggestions, remarques ou toutes autres questions, prière de prendre directement contact avec la section économique de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas à Kinshasa :

Tel : +243 99 060 50 627
E-mail : kss-hb@minbuza.nl

Disclaimer / Desistement

Vous avez reçu ce bulletin parce que vous aviez été précédemment en contact avec l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas à Kinshasa. Prière de transmettre un e-mail à kss-hb@minbuza.nl si vous ne désirez plus le recevoir.

Le contenu de ce bulletin ne reflète pas l'opinion de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas à Kinshasa. Il s'agit simplement d'un résumé d'articles publiés aussi bien par la presse nationale qu'internationale.
Credit photos : internet

Rejoignez-nous sur www.linkedin.com

M. Gerard Michels (Ambassadeur)

Mme Corina van der Laan (Chef de mission adjoint)

M. Francis Wilanga (Sr Economic policy officer)

Mme Sandy Makola (Economic policy officer)

